

LES ATELIERS D'OXYGÈNE

LE LAB DES TRANSITIONS
EN CENTRE-VAL DE LOIRE

#3



COMPTE-RENDU
TRANSITION
ALIMENTAIRE INCLUSIVE :
LES ACTEURS LOCAUX
S'ENGAGENT



UNE RÉGION CITOYENNE ET SOLIDAIRE

centre-valde Loire.fr

RÉGION
CENTRE
VAL DE LOIRE



SOMMAIRE

Pourquoi cet atelier ?	2
Mise en contexte.....	3
L'alimentation, vecteur d'inclusion et d'insertion	6
Les épiceries solidaires : l'aide alimentaire qui n'en a pas l'air !.....	6
Vidéo : Les paniers solidaires des jardins de la roseraie de Morailles -Pithiverais-Loiret-Réseau Cocagne.....	6
Villeurbanne : l'alimentation au coeur de l'action municipale.....	7
L'amélioration de la qualité de l'approvisionnement	8
Vidéo : Les paniers solidaires du CCAS de Grenoble.....	8
VRAC, Vers un réseau d'achat en commun dans les quartiers politiques de la ville.....	8
Dieulefit : une stratégie à l'alimentation tournée vers l'inclusion et la résilience.....	9
Citoyen-nes, actrices, acteurs et territoires engagés au Pays des Châteaux	10
Vidéo : Le défi Foyer à alimentation positive porté par Graines Centre.....	10
Le Pays des Châteaux : un Projet Alimentaire de Territoire qui s'intéresse à la justice alimentaire.....	10
Vidéo*MAP 36 : À Blois, l'alliance des restos du coeur et des jardins d'insertion du Cœur.....	11
Conclusion	12

17 novembre de 14h à 17h en visioconférence
117 personnes participant.e.s

Le réseau Oxygène, lab des transitions, poursuit son cycle d'ateliers thématiques autour des initiatives portées en région Centre-Val de Loire qui contribuent au développement territorial. Des expériences innovantes et réussies voient le jour en milieu urbain ou rural, avec des montages et mobilisations différentes à découvrir pour s'inspirer. Les Ateliers thématiques d'Oxygène permettent d'en tirer des enseignements et de soutenir la conduite de nouveaux projets.

POURQUOI CET ATELIER ?

Oxygène,

Le Lab des Initiatives, porté par la Région Centre-Val de Loire a été créé en 2017, et a évolué dernièrement pour devenir **le Lab des transitions**. Il a pour mission d'accompagner, capitaliser et valoriser les initiatives et bonnes pratiques de transition, et de mettre en réseau les acteurs du développement territorial. Le réseau Oxygène suit également le programme Leader et assure sa mise en œuvre, comme support du Réseau Rural Régional lié au FEADER, afin de travailler plus particulièrement sur les ruralités.

La Région a confié l'animation à un consortium d'acteurs mené par Villes au Carré, qui organise différents événements pour toucher un public large et varié : des journées régionales annuelles qui réunissent plus de 200 personnes sur des enjeux généralistes, des ateliers thématiques plus restreints qui se veulent être une caisse de résonance d'initiatives, en passant par des ateliers de sensibilisation ou d'accompagnement territoriaux.

Ce troisième atelier thématique sur la **Transition alimentaire inclusive** fait suite aux deux précédents qui portaient sur l'habitat participatif et la nature en ville.

La Région a ici choisi d'aborder la question de **transition juste** et d'inscrire les problématiques de transition écolo-

gique dans une vision sociale et une attention portée à toutes et tous. L'angle pris dans cet atelier peut se résumer ainsi : Peut-on parler de transition si une part importante des citoyen·nes ne sont pas bénéficiaires de cette transition ?”

La **transition agricole et alimentaire** est au cœur de la stratégie Régionale adoptée fin 2017, qui se déploie autour de plusieurs axes : rapprocher les producteurs et les consommateurs, accompagner la structuration de filières de qualité, sensibiliser, éduquer à une alimentation durable, activer le levier de la restauration collective, accompagner l'émergence et le déploiement de systèmes alimentaires territoriaux...

Mais comment **donner accès à tous les habitant·e·s** du territoire régional à une alimentation de qualité qui répondent à la fois aux objectifs de diminution de l'empreinte écologique et à la juste rémunération des producteurs ? Comment les projets des acteurs locaux peuvent-ils répondre à ces deux enjeux simultanément et réduire les inégalités ?

De nombreuses questions auxquelles cet atelier a tenté de répondre en croisant points de vues d'expert·es, d'élu·e·s et de porteurs d'initiatives en et hors région.

Charles Fournier,

Vice-Président de la Région Centre-Val de Loire délégué au Climat, aux transformations écologiques et sociales des politiques publiques, à la transition énergétique, à l'économie sociale et solidaire et à la vie associative

Temanuata Girard,

Vice-Présidente de la Région Centre-Val de Loire, déléguée à l'Agriculture et l'alimentation

MISE EN CONTEXTE

Pauline Scherer,
Sociologue intervenante au Laboratoire d'étude
et de recherche sur l'intervention sociale (LERIS, Montpellier)

Quels enjeux pour une transition inclusive ?



[VOIR LA VIDÉO](#)

[VOIR LE POWERPOINT](#)

Pauline Scherer présente son travail de recherche-action depuis 6 ans sur les réponses à la précarité alimentaire. Elle le mène en Occitanie avec le Secours Populaire et d'autres associations sur des tiers-lieux de transition, y compris dans un quartier prioritaire de la politique de la ville. La démarche est de co-produire et valoriser les savoirs sur comment lutter contre la précarité alimentaire.

Entrée précarité en général et entrée alimentation

Se nourrir est un besoin primaire, certes, mais l'alimentation permet également d'assurer d'autres besoins essentiels tels que des besoins sociaux (lien culturel, familial, émotif) ou de bien-être (autant physique que psychique). Or l'alimentation est devenue aujourd'hui la variable d'ajustement du budget d'un grand nombre de foyers dans la précarité et devient ainsi un fort marqueur d'inégalité sociale.

Agir contre la précarité alimentaire, c'est donc lutter pour la santé et la citoyenneté des publics concernés. Mais agir contre la précarité alimentaire ne peut se faire que dans une approche multidimensionnelle : à l'approche sociologique et sociale (la désaffiliation avec la perte de liens et la disqualification avec le poids des représentations sociales) s'ajoutent les problématiques de logement, de l'emploi, de la solidarité, de l'âge...

La crise covid a révélé une crise sociale majeure, avec le recours à l'aide alimentaire de 8 à 9 millions de personnes

en 2021, de tous profils. Ces chiffres en haute augmentation sont sans compter une part importante de non-recours (par méconnaissance, soucis de mobilité, sentiment de gêne...).

L'aide alimentaire remise en question

L'aide alimentaire est un dispositif ancien qui permet de distribuer des produits alimentaires par le biais d'associations. Elle est financée par le FEAD (Fonds Européen d'Aide aux plus Démunis), l'Etat (par la défiscalisation) et les collectivités locales. Une partie des denrées sont récupérées auprès de la grande distribution (dons, surplus), une autre est achetée.

Le dispositif d'aide alimentaire est aujourd'hui remis en question : sur la qualité des produits (pour des raisons de santé et de nutrition) et sur les modes du travail social (la distribution sans choix est une expérience disqualifiante, même si l'accueil est attentif. Cela pose question du point de vue du type d'accompagnement social vers l'autonomie et l'émancipation).

Un autre niveau de critique considère que cette réponse devenue structurelle (pour 8 à 9 millions de bénéficiaires) questionne le système alimentaire de manière forte, par sa participation au système surproductif et industrialisé. Ce système, aux externalités négatives fortes, tient sur une promesse : nourrir le monde. Alors, si cette promesse n'est pas tenue, quels arguments restent-ils pour son maintien ?

Un mouvement de démocratie alimentaire depuis 20 ans

Le système alimentaire actuel fait face à une forte défiance, et est perçu par un grand nombre de citoyen-ne-s comme injuste, non transparent, voire dangereux. En réaction, le monde de la recherche observe un mouvement de "démocratie alimentaire" matérialisé par le développement d'initiatives alternatives, notamment de circuits courts tels que les AMAP, les supermarchés coopératifs et bien d'autres.

Ce mouvement de réappropriation du système alimentaire porte de manière intrinsèque depuis le début cette question d'accessibilité pour tous et toutes. Pourtant ces pratiques alternatives alimentaires touchent principalement les classes moyennes supérieures, et la transition alimentaire semble laisser peu de place aux classes populaires et aux personnes en situation de précarité.

Comment embarquer tout le monde? Comment passer d'un système alimentaire à deux vitesses à un système alimentaire durable commun à tous ?

Un grand nombre de travaux et d'expérimentations réinterroge les pratiques d'accès à l'alimentation pour les plus vulnérables, les pratiques d'approvisionnement dans les dispositifs solidaires, et les pratiques de participation des parties prenantes. On observe ainsi tout un panel d'actions, partant de simples logiques d'amélioration de l'aide alimentaire à des projets à vocation transformatrice radicale tel que le projet de sécurité sociale de l'alimentation. L'ensemble de ces travaux s'appuient sur un socle commun :

- des approches participatives et communautaires, partant des besoins et d'une implication des acteurs,
- des approches systémiques et décloisonnées, notamment entre le monde social et le monde agricole,
- des approches territoriales et coopératives, adaptées aux réalités et co-construites en fonction des territoires.

Des politiques publiques qui commencent à s'intéresser au sujet

La Loi Egalim en 2018 a donné un premier signe d'intérêt des politiques publiques sur cette question d'accessibilité. En 2019, le rapport de l'IGAS (Institut Général des Affaires Sociales) a pointé un grand nombre de dysfonctionnements de l'aide alimentaire et a abouti à la création d'un comité interministériel pour une réflexion sur la précarité alimentaire. La Convention pour le climat a fait la proposition de chèques alimentaires. En 2021, le programme France Relance subventionne d'un côté l'aide alimentaire, mais aussi de nouvelles formes d'expérimentations alternatives.



Ça bouge, il faut renforcer ce mouvement, en gérant l'ici et maintenant, les questions d'urgence tout en pensant le demain et après-demain dans une optique de durabilité.

**> Conseil film réalisé par réseau CIVAM
« La part des autres »**



VOIR LE TEASER

L'ALIMENTATION, VECTEUR D'INCLUSION ET D'INSERTION

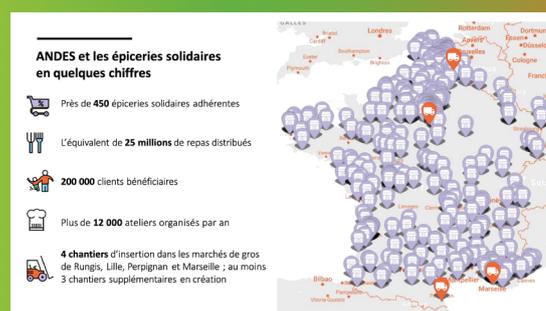
Les épiceries solidaires : l'aide alimentaire qui n'en a pas l'air !

Baptiste Meyer,
Chargé de création d'épiceries solidaires à ANDES

Une épicerie solidaire, ce n'est pas juste un lieu où s'approvisionner nous dit Baptiste Meyer. Elle poursuit beaucoup d'autres objectifs au rang desquels la lutte contre l'isolement, l'accès aux droits, une sensibilisation au bien-manger, au bien-être (socio-esthétique). Ces temps collectifs prennent la forme d'ateliers tous publics pour favoriser le lien social. Pour les personnes qui en bénéficient, orientées par les services sociaux, il s'agit d'un commerce de proximité où elles peuvent faire librement leurs achats à plus faible coût. De plus en plus de travailleurs pauvres ou précaires viennent à l'épicerie solidaire... D'autres formules se développent : épicerie itinérante, épicerie mixte (clients solidaires et bénéficiaires), étudiant·e·s.

ANDES KESAKO ?

L'association nationale de développement des épiceries solidaires a été créée en 2000. C'est aujourd'hui un réseau de près de 450 épiceries solidaires qui accompagne 200 000 personnes par an. Il développe aussi des solutions d'approvisionnement en fruits et légumes frais pour les structures d'aide alimentaire via des chantiers d'insertion. Le réseau est lauréat de France Relance pour développer l'approvisionnement local en partenariat avec Fermes d'avenir et les réseaux territoriaux.



[VOIR LE POWERPOINT](#)

Les paniers solidaires des jardins de la roseraie de Morailles- Pithiverais- Loiret-Réseau Cocagne

En plus de l'activité de maraîchage en insertion, on y trouve un bar associatif et une épicerie. Ce tiers lieu à vocation sociale soutenu par la Communauté de communes du Pithiverais et la Ville de Pithiviers réalise 30 000 paniers solidaires chaque année. A découvrir !



[VOIR LA VIDÉO](#)

Villeurbanne : l'alimentation au coeur de l'action municipale

Mathieu Garabedian,
Maire-adjoint à l'innovation et au développement social,
biens communs et solidarité

A Villeurbanne, 20% des habitant·e·s ont des ressources inférieures au seuil de pauvreté. Les collectivités proposent des repas, des paniers, des épicerie, des aides sociales, mais cela ne suffit ni en quantité ni en qualité. Avec la pandémie, la demande d'aide alimentaire a augmenté et le recours à l'aide sociale a explosé. "Comment est-ce que l'on construit un droit à l'alimentation avec un accès de qualité et digne pour toutes et tous ?"

La démarche engagée par la Ville prend appui sur les principes d'une sécurité sociale de l'alimentation. Elle concerne à la fois l'agriculture urbaine, le développement économique et l'action sociale, dans une approche intégrée et s'intéresse autant à la production (cuisine collective en régie publique, les jardins partagés et la mise en place de fermes urbaines) qu'à la distribution alimentaire (articulation avec tous les acteurs engagés localement). Méthode de travail, moyens humains et financiers dédiés, pistes de travail ouvertes...

Zoom sur l'Archipel, un tiers lieux alimentaire

Projet : À proximité de la cantine solidaire des Restos du cœur, du skate park, de la médiathèque : aménager des cuisines et cantines collectives pour des personnes en situation de précarité alimentaire - les personnes sans abri, logées à l'hôtel ou dans des lieux de vie informels. Un lieu ouvert à toutes et tous sur le principe de " la ville accueillante" comme "un grand hôtel". Encore beaucoup d'idées pour faire se rencontrer les habitant·e·s : un marché, des épicerie, des circuits d'insertion par la cuisine (food truck)...



Olivier De Schutter,
Rapporteur spécial sur les
Droits de l'Homme et l'extrême
pauvreté-ONU



[VOIR LA VIDÉO](#)

Le droit à l'alimentation n'est pas un droit à une ration minimum de calories, protéines et autres nutriments spécifiques, ni un droit à être nourri. C'est la garantie du droit à se nourrir, qui ne requiert pas seulement que la nourriture soit disponible, mais aussi qu'elle soit accessible – par exemple, que chaque ménage ait les moyens de produire ou d'acheter sa propre alimentation

L'AMÉLIORATION, DE LA QUALITÉ DE L'APPROVISIONNEMENT

Les paniers solidaires du CCAS de Grenoble

Le CCAS de Grenoble a créé un système d'approvisionnement pour faire bénéficier des familles du quartier d'un panier de légumes issu d'une ferme en agriculture biologique du territoire. 40 paniers sont préparés chaque semaine par et pour les bénéficiaires, et leur sont facturés en fonction de leur coefficient familial. Les paniers dits "solidaires", facturés au-dessus de leur coût, ainsi que des subventions, permettent d'offrir des paniers accessibles aux plus précaires.

Ce système de panier, c'est aussi un lieu de rencontre d'où émergent d'autres initiatives et des changements de pratiques. Le tout au service de l'économie locale. A voir pour s'inspirer !



[VOIR LA VIDÉO](#)

VRAC, Vers un réseau d'achat en commun dans les quartiers politiques de la ville

Lorana Vincent,
Coordinatrice nationale du réseau

VRAC développe des groupements d'achats de produits issus de l'agriculture biologique et équitable dans les quartiers "politique de la ville". En achetant les produits à prix coûtant, les bénéficiaires de ces "épicerie éphémères" retrouvent l'accès à une alimentation de qualité, dont ils étaient éloignés, tant d'un point de vue économique, que géographique. Comme dans les initiatives précédentes, Lorana Vincent met en avant le rapprochement entre les acteurs : les liens avec les producteurs locaux, les liens entre habitant·e·s de quartiers différents, les liens entre bénéficiaires... Ces espaces de rencontre deviennent des lieux d'éducation populaire, espaces de débat et de réappropriation de son alimentation. Ensemble, les bénéficiaires décident ce qui devient prioritaire, le bien manger n'est plus une injonction, mais un choix éclairé.



[VOIR LE POWERPOINT](#)

Dieulefit : une stratégie à l'alimentation tournée vers l'inclusion et la résilience

VOIR LE POWERPOINT

Camille Perrin,
Conseillère municipale déléguée à la résilience alimentaire

Dieulefit est une petite ville de 3 000 habitants, dans la Drôme. Camille Perrin, inspirée par les travaux des Greniers d'abondance* a choisi d'y aborder sa délégation à l'alimentation sous l'angle de la résilience et de l'inclusion. Accompagnée dans le cadre d'un programme POPSU (Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines), la Ville propose des temps de concertation avec les habitant-e-s autour de la question alimentaire, avec une approche systémique : de l'agriculture locale à la sécurité sociale alimentaire.

Dieulefit met en place une expérimentation de marché solidaire : autour d'un lavoir, situé dans un quartier mixte (près d'un « quartier politique de la ville », avec résidences et pavillons), un maraîcher, un producteur de pommes et un boulanger vendent leur produits à des prix différenciés,

chacun choisissant le prix qu'il paiera. Une initiative permettant à la fois une juste rémunération des producteurs, et la facilitation d'un accès à toutes et tous à une alimentation de qualité, non stigmatisant. "Nous sommes contents de voir que naturellement la solidarité se met en place et que des personnes éloignées de ce type d'alimentation ont pu en bénéficier"

* Les greniers d'abondance est une association réunissant citoyens, chercheurs, experts et acteurs de terrain pour étudier les voies de résilience alimentaire. Plus d'informations sur <https://resiliencealimentaire.org/>



Lorana Vincent
Coordinatrice
nationale
du réseau VRAC

Les produits durables sont trop chers pour être accessibles, cela pose la question d'un soutien financier public nécessaire pour compenser les écarts de coûts entre un produit conventionnel et un produit durable. La PAC pourrait être réorientée pour répondre à ces enjeux.

CITOYEN·NE·S, ACTEURS ET TERRITOIRES ENGAGÉS AU PAYS DES CHÂTEAUX

Le défi Foyer à alimentation positive animé par le Graine Centre-Val de Loire

Des équipes d'une dizaine de foyers se regroupent pour relever le défi d'augmenter leur consommation en produits bio locaux tout en conservant un budget constant et en se faisant plaisir ! Des équipes d'animateur·trices accompagnent les citoyen·nes à faire évoluer leur pratique alimentaire grâce des ateliers réguliers et de l'échange de pratiques. Cette action de sensibilisation est soutenue par la Région Centre-Val de Loire mais existe sur tout le territoire national. Certains défis sont organisés en partenariat avec des centres sociaux pour toucher un public plus précaire, c'est notamment le cas sur le Pays des Châteaux.



[VOIR LA VIDÉO](#)

Le Pays des Châteaux : un Projet Alimentaire de Territoire qui s'intéresse à la justice alimentaire

Camille Chauvet,
Chargée de mission et Nicolas Orgelet, Vice-président
d'Agglopolys référent du PAT

Avec son PAT, le Pays des Châteaux, composé d'un territoire rural autour de l'agglomération de Blois, est engagé dans la construction d'un écosystème territorial réunissant l'ensemble des acteurs et structures impliqués sur le sujet de l'alimentation. Des initiatives, publiques comme privées, émergent sur le champ de la promotion des producteurs locaux, de l'approvisionnement de la restauration collective, de la gouvernance alimentaire ou de l'éducation au goût en particulier des plus jeunes ou des familles avec les défis foyer à alimentation positive.

La pandémie et le confinement ont révélé des besoins

nouveaux et des publics en situation de précarité encore peu visibles : familles avec enfants, étudiant·e·s sans job, bénévoles associatifs... Le diagnostic partagé avec les acteurs sociaux du territoire a permis d'ouvrir des pistes de travail vers une alimentation locale solidaire.

Pour améliorer et sécuriser son offre alimentaire territoriale, le Pays a noué de nouveaux partenariats locaux, engagé un travail de coordination des acteurs associatifs impliqués dans l'aide alimentaire et cherche désormais à diversifier son mode d'approvisionnement en lien avec des producteurs locaux. Objectif : proposer durablement des produits frais (légumes et œufs) et locaux (légumineuses). "On n'aurait pas identifié ces besoins si on n'avait pas travaillé de manière démocratique avec l'ensemble des acteurs" ajoute Nicolas Orgelet.

Cette action a reçu le soutien du plan de relance et de la Fondation Carasso. Les Jardins de cocagne en assurent la coordination. Un premier pas vers une sécurité sociale de l'alimentation ?

[VOIR LE POWERPOINT](#)

À Blois, l'alliance des Restos du cœur et des jardins d'insertion du Cœur

Daniel Bonheure,
Directeur du chantier d'insertion et vice-président des Restos du Cœur de Blois

Depuis quelques années, les Restos du cœur du Blaisois sont alimentés en fruits et légumes frais et bio par un jardin d'insertion impulsé par l'association. 18 personnes en insertion pratiquent le maraîchage et sont accompagnées dans leur projet professionnel. Elles produisent 10 tonnes de fruits et légumes chaque année, distribués gratuitement aux personnes en grande précarité. Il existe 42 jardins du Cœur en France (dont Dreux, Chinon, St Jean de Braye, Gien et Lorris en région Centre-Val de Loire).



[VOIR LA VIDÉO](#)

CONCLUSION

La Région a pu constater avec inquiétude la montée de la précarité alimentaire sur les territoires, notamment une précarité grandissante chez les jeunes, et a souhaité lors cet atelier, mettre en écho l'urgence alimentaire avec les urgences climatique et sociale.

La Région a souhaité utiliser le levier de la commande publique des lycées pour accompagner la transition du système alimentaire et agricole de notre territoire. Avec un objectif de 100% d'approvisionnement local dans la restauration collective et de 50% en bio, la Région participe à

proposer à l'ensemble des lycéens, sans faire évoluer ses tarifs, une alimentation durable et de qualité.

Comme on a pu l'entendre lors de cet atelier, c'est par l'inter-sectorialité et la vision systémique de la transition que pourra être relevé le défi d'un accès à tous les habitant-es du territoire régional à une alimentation de qualité.

Le réseau Oxygène a pour mission de mettre en avant ces démarches et de les mettre en lien, et la Région se félicite de la participation à cet atelier thématique.

Estelle Cochard,
Conseillère régionale, Déléguée auprès de la vice-Présidente déléguée à l'Agriculture et l'alimentation, chargée de l'Alimentation



CONSULTER LE DOSSIER DU PARTICIPANT

**Présentation des intervenant-es,
exemples, stratégies territoriales,
structures de ressources et d'appui**

REMERCIEMENTS

**Aux intervenant-es des différentes séquences de cette
troisième édition des Ateliers d'Oxygène et à toutes les
personnes ayant participé à sa préparation.**

**Retrouvez les détails des initiatives portées en Centre-Val de Loire
sur une multitude de thématiques et rejoignez la dynamique,
en vous rendant sur le site internet www.reseau-oxygene.fr**

Le réseau Oxygène poursuit son cycle d'ateliers thématiques autour des initiatives portées en région Centre-Val de Loire qui contribuent au développement territorial. Des expériences innovantes et réussies voient le jour en milieu urbain ou rural, avec des montages et mobilisations différentes à découvrir pour s'inspirer. Les Ateliers thématiques d'Oxygène permettent d'en tirer des enseignements et de soutenir la conduite de nouveaux projets.

**Cofinancé par l'Union Européenne et la Région Centre-Val de Loire qui le porte,
le réseau régional Oxygène vise à décupler l'impact des initiatives locales en générant
des synergies entre les acteurs et actrices du développement territoriale,
en amplifiant leur mobilisation sur les territoires.
Pour en savoir plus : www.reseau-oxygene.fr**